



Assemblée générale

Distr. limitée
9 novembre 1999
Français
Original: anglais

Sixième Commission

Groupe de travail créé par la résolution 51/210

de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996

27 septembre-8 octobre 1999

Observations du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur le projet de convention internationale pour la répression du financement du terrorisme

1. Tout en partageant les préoccupations des États en matière de répression du terrorisme international, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) partage également les inquiétudes exprimées par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lors de la session de mars (A/AC.252/1999/INF/2).
2. Normalement, les activités terroristes ne devraient pas perturber l'action humanitaire. Si les dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et des autres instruments concernant le droit humanitaire international humanitaire et les droits de l'homme sont respectées et appliquées aux plans national et international, et si le caractère humanitaire et civil des camps et installations de réfugiés est scrupuleusement respecté, les terroristes et ceux qui les financent n'ont guère de possibilité de perturber l'exécution de notre mandat humanitaire.
3. En fait, dans de nombreux cas, en particulier lors de déplacements massifs et forcés découlant d'un conflit interne, les auteurs de graves violations, que certains qualifieraient de «terroristes», se retrouvent aux côtés de leurs victimes dans des situations d'urgence humanitaire. Dans ce cas de figure, à l'exemple de ce qui s'est passé au Kosovo, dans la région des Grands Lacs et probablement au Timor oriental, les impératifs humanitaires nous commandent de prendre en charge d'abord les besoins humanitaires urgents des populations les plus vulnérables. Le mandat du HCR nous impose de nous intéresser en priorité à ceux qui ont le plus besoin de nos services mais, étant donné qu'il ne nous appartient pas et que nous n'avons pas les moyens d'identifier et de châtier les auteurs de crimes graves ou d'actes de terreur ou de violence dans des situations d'urgence, nous ne pouvons interrompre nos activités humanitaires jusqu'à ce que les criminels soient séparés des véritables bénéficiaires de notre intervention.
4. En effet, dans le cadre des activités humanitaires, on ne peut écarter la possibilité – le mot «possibilité» est utilisé parce que cela n'est pas toujours le cas – que l'aide matérielle que nous fournissons puisse profiter à des coupables. Tout en étant conscients

de cette possibilité, nous ne pouvons pas interrompre nos activités qui consistent à sauver des vies.

5. Dans le cas de figure que je viens d'évoquer, le projet de convention risque d'ériger en délit les activités légitimement autorisées du HCR et d'autres organismes humanitaires. Une telle éventualité serait regrettable, ne serait-ce que parce qu'elle limiterait notre champ d'intervention et irait à l'encontre des intérêts de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres victimes dont la situation préoccupe la communauté humanitaire.

6. Le HCR a examiné avec le plus grand intérêt les différentes propositions de formules susceptibles d'être utilisées pour régler ce problème. À cet égard, les mots «connaissance», «intention» et «illégalement» apportent des précisions importantes et devraient certainement être retenus.

7. Le HCR souhaiterait que le débat aille dans le sens de l'adoption du terme «illégalement» proposé par certaines délégations afin d'éviter que la communauté humanitaire ne soit injustement pénalisée.

8. Pour renforcer encore la position des organismes humanitaires, le HCR considère par exemple qu'il serait utile d'inclure l'article 19 de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif.

9. Le HCR est convaincu que le Groupe de travail conviendra que ce processus consiste à examiner la question du financement du terrorisme sans limiter pour autant la portée de l'action humanitaire. Le HCR reconnaît les difficultés auxquelles doit faire face le Groupe de travail pour trouver les termes appropriés mais reste optimiste quant à la possibilité de trouver une solution équilibrée.